



HAL
open science

Sophie Jehel et Alexandra Saemmer (dirs), Éducation critique aux médias et à l'information en contexte numérique

Bernard Idelson

► **To cite this version:**

Bernard Idelson. Sophie Jehel et Alexandra Saemmer (dirs), Éducation critique aux médias et à l'information en contexte numérique. Questions de communication, 2021, 39, pp.519-522. 10.4000/questionsdecommunication.26182 . hal-04451885

HAL Id: hal-04451885

<https://hal.science/hal-04451885>

Submitted on 5 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sophie JEHEL et Alexandra SAEMMER (dirs), *Éducation critique aux médias et à l'information en contexte numérique*

Villeurbanne, Presses de l'Enssib, coll. Papiers, 2020, 316 pages

Bernard Idelson



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/26182>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.26182](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.26182)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2021

Pagination : 519-522

ISBN : 978-2-8143-0619-6

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Bernard Idelson, « Sophie JEHEL et Alexandra SAEMMER (dirs), *Éducation critique aux médias et à l'information en contexte numérique* », *Questions de communication* [En ligne], 39 | 2021, mis en ligne le 10 décembre 2021, consulté le 20 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/26182> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.26182>



impératifs stratégiques de la communication politique de la FN » (p. 125).

C'est avec une analyse de la « marque » Trudeau que s'ouvre la troisième et dernière partie de l'ouvrage, « Visibilité et célébrité numérique ». De sa campagne électorale de 2015, où « les médias sociaux ont joué un grand rôle » (p. 130), au matin suivant son élection comme Premier ministre, où il prit « plusieurs clichés avec ses électeurs » dans un bain de foule organisé dans le métro de Montréal (p. 131), les stratégies et pratiques de communication de Justin Trudeau offrent à Myriam Durocher et Mireille Lalancette un cas « idéal pour réfléchir à l'enchevêtrement entre la célébrité contemporaine et la politique » (p. 131) et plus spécifiquement à l'utilisation du *selfie* comme pratique d'un marketing politique transformant l'homme en produit, le nom en marque. Figure souvent comparée à celle de J. Trudeau, Emmanuel Macron, par son mode d'ascension politique, semble contredire, pour Pierre Leroux et Philippe Riutort, « ce que la sociologie politique considérait comme des acquis. Son entreprise politique se présente à la fois comme dégagée des cadres structurants de la politique (soutiens, parti), et largement liée à un intense travail de communication » (p. 147-148). Les deux auteurs retracent ainsi, non sans le questionner, le singulier parcours de mise en visibilité médiatique qui précéda la campagne présidentielle d'E. Macron.

C'est enfin au corps physique des hommes et femmes politiques que s'intéresse François Hourmant. Ce corps assujéti depuis les années 2000 à « un nouvel ordre corporel qui impose ses règles, à la fois aux compétiteurs comme aux journalistes, assurant la promotion d'une approche sensible du politique, caractérisé par l'emprise des émotions et l'empire des apparences » (p. 167), dans une forme de réactivation douce d'une physiognomie que l'on pensait dépassée.

Puisque, comme le formulent les auteurs de la conclusion, « Loin d'être un épiphénomène, le cas Donald Trump constitue un bon analyseur pour appréhender cette "nouvelle économie politique de la célébrité" qui s'est imposée dans les sociétés occidentales » (p. 192), le lecteur pourra regretter le manque d'attention que lui portent globalement les contributeurs. Quelques lignes, en effet, dans la conclusion du volume, mais sans doute moins d'une dizaine de mentions au total. En définitive, contrairement à ce qu'annonce la quatrième de couverture, plus que de « tenter de comprendre ce

que la culture de la célébrité fait à la politique », le volume ouvre de plus larges perspectives : la célébrité n'y est pas envisagée comme une entité abstraite et insaisissable, « agissant sur », mais plutôt comme un phénomène complexe, aussi « déterminé par » des champs eux-mêmes en constante évolution.

Caroline Duchesne

*Université de Liège, Lemme, BE-4000 Liège, Belgique
caroline.duchesne[at]Juliege.be*

Sophie JEHEL et Alexandra SÆMMER (dirs), *Éducation critique aux médias et à l'information en contexte numérique*

Villeurbanne, Presses de l'Enssib, coll. Papiers, 2020, 316 pages

Depuis les attentats de 2015 et l'hostilité de quelques apprenants aux discours sur la laïcité, les acteurs de la sphère institutionnelle, dont le législateur, placent beaucoup d'espoir dans les dispositifs de médiations censés lutter contre les radicalismes présumés, le cyberharcèlement et les « fausses informations ». L'assassinat tragique de l'enseignant Samuel Paty, en octobre 2020, a bien sûr renforcé cette préoccupation. L'Éducation aux médias et à l'information (ÉMI) propose en France des outils à destination des enseignants pour les guider dans l'accompagnement des élèves à la réception critique des contenus médiatiques. Cette mission est souvent assumée par les Centres de liaison de l'enseignement et des médias d'information (Clemi), dont la première création, par le ministère de tutelle, date de 1983. Cependant, précisons-le d'emblée, cet ouvrage collectif, qui recueille les contributions de 20 auteures, pour la plupart en sciences de l'information et de la communication (SIC), ne s'apparente pas à un énième manuel qui présenterait une panoplie d'outils didactiques destinée aux personnels éducatifs. Il va bien au-delà. En investissant des champs épistémologiques et méthodologiques diversifiés, en relatant des expériences empiriques, il suggère de nouvelles formes de théories de terrain permettant d'appréhender les transformations polysémiques de notre écosystème économique numérique. Il ne faut donc pas s'attendre à y trouver un « kit pédagogique », mais plutôt une proposition d'un « faisceau de méthodes complémentaires », comme le précisent Sophie Jehel et Alexandra Saemmer, les deux coordonnatrices de la publication (p. 23).

Ces chercheur·es partent du constat selon lequel la sphère scolaire, en ne se consacrant qu'à certaines productions informationnelles provenant de supports

établis, délaisse tout un pan de la culture médiatique des jeunes, jugée moins « noble » par les adultes. Dès lors, elles proposent de remédier à un certain nombre d'« impensés » de l'ÉMI. Il s'agit notamment d'observer les pratiques et les usages ayant trait aux plateformes utilisées par les jeunes publics, y compris avec la complicité, parfois non dépourvu d'idéologie moderniste, de l'Éducation nationale lorsque celle-ci scelle des liens de collaborations avec le géant Microsoft ! (p. 9, 10 et 14). L'ouvrage est articulé autour de deux parties. La première s'intitule « Éduquer à l'information, décoder les infomédiaires » et la seconde « Approches réflexives et créatives des médias ». Critique des contenus du Web et lectures réflexives des pratiques en constituent ainsi les axes forts. Les travaux sont issus d'un séminaire qui s'est tenu durant trois ans (2016-2018) au Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (Cemti) de l'université Paris 8. En introduction, les coéditrices dégagent six thématiques qui cimentent, en cohérence, les diverses contributions. Nous reprenons ces six points pour structurer le présent compte rendu ; la première thématique, « Fake News et vraies violences », découle de l'actualité récente et de la volonté de l'Éducation nationale à qui il revient, selon Léo Jannot-Sperry, de mettre en œuvre des contre-feux à l'aide d'outils permettant d'établir une typologie des « fausses informations » (p. 127). Autre élément de compréhension de certaines dérives : la rupture économique de la presse et les dérégulations d'un secteur déstabilisé par l'essor insolent des Gafam. S. Jehel et A. Saemmer y voient une profonde crise structurelle. Cependant, expliquent-elles, il ne s'agit pas de se contenter d'un discours normatif à l'encontre des médias traditionnels et des réseaux socionumériques (RSN), mais plutôt « d'armer les jeunes citoyens » à une « critique objective » et opérationnelle de l'ensemble des médias, des dispositifs et des contenus (p. 12). La complexité réside, par exemple, dans le brouillage des discours sur les *fake news*, car une pluralité d'acteurs politiques ou médiatiques, lançant des anathèmes sur les supports, jurent leurs grands dieux que seuls leurs propres outils de vérification seraient fiables et légitimes. Ainsi les dispositifs internes mis en place par Facebook (suppression de comptes, floutages, etc.) sont-ils questionnés. L. Jannot-Sperry évoque les risques d'autocontrôle pratiqué par les journalistes (p. 133). Il est question de l'absence de transparence et de critères non révélés aux publics dans ce qui s'apparente à de véritables actes de censure (p. 130). Ces pratiques annoncées comme vertueuses concernant pourtant – sans discernement quant à leur échelle de valeur – des contenus aussi bien illégaux (racisme, sexisme, appel à la haine, etc.) que

des informations éclairantes relevant de témoignages à propos de l'actualité politique, des guerres, des conflits et de leurs souffrances inhérentes.

La deuxième thématique traite des « infomédiaires » (dispositifs, RSN, outils éditoriaux) qui permettent d'ouvrir les cadres d'observation en ne les cantonnant plus à « l'analyse seule des signes linguistiques et iconiques » (p. 14). Avec la précision d'un horloger, Guillaume Sire démonte les mécanismes des moteurs de recherche et les dessous des interfaces, débusquant « leur machinisme et leur machination » (p. 95). Il expose comment Google guide et (sur)détermine nos accès aux contenus, tandis que Romain Badouard rappelle les enjeux pour l'éducation aux médias que constituent les analyses du phénomène *fake news*, des « théories complotistes » et de la désinformation (p. 28). Conséquence sur les contenus informatifs : les intitulés des posts, la visibilité des titres et des accroches suivent la logique d'une économie du clic (Yves Citton, 2014, *L'Économie de l'attention. Nouvel horizon du capitalisme*, Paris, Éd. La Découverte). À ce sujet, Camille Alloing et Julien Pierre décryptent l'usage constant de l'« émotion » propre aux producteurs (p. 87).

Toujours au sein de l'ÉMI, dans la troisième thématique, il est proposé un éclairage plus large et contextualisant des pratiques. Le fonctionnement actuel du Web s'éloigne des premières valeurs exprimées par les acteurs fondateurs, en quelque sorte trahis, selon un processus de marchandisation progressive dénoncée de plus en plus (2017, Nikos Smyrniotis, *Les Gafam contre l'internet. Une économie politique du numérique*, Paris, Ina Éd., Études et controverses). Serge Proulx y voit un mouvement croissant de « spéculation » extrême qui bascule vers une « logique (exclusive) de marché » à partir de la moitié des années 1990 (p. 53). Fort d'une riche expérience d'un atelier-laboratoire en création de livre numérique, Nolwenn Tréhondart rejoint ce positionnement lorsqu'elle dévoile les ressorts de l'émergence d'un « capitalisme esthétique » qui se déploie au sein d'un « design spectaculaire des interfaces numériques » (p. 176). Elle invite ainsi les acteurs du monde éducatif à entretenir un « rapport critique à la création » en apprenant à décoder les dispositifs, tâche qui pourrait être assumée, toujours selon elle, au sein des Instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé) (p. 186-187).

Les codirectrices de l'ouvrage suggèrent que les jeunes usagers puissent se saisir des moyens d'analyse (fournis par l'ÉMI) des mécanismes et des modes de

fonctionnement de leurs propres outils numériques (p. 16). Nous ajouterons que cette approche de déconstruction pourrait s'appliquer aux logiciels spécifiques de gestion de vie scolaire (de type Pronote). Intégrés aux Environnements numériques de travail (ENT) de l'Éducation nationale, ces utilitaires imposent, dès le collège, une déstructuration inquiétante des rythmes traditionnels scolaires. En enjoignant élèves (et parents !) à les consulter, ils s'inscrivent dans un *continuum* présentiel/distanciel permanent qu'il serait intéressant de discuter.

Les nouveaux aspects de production informationnelle et de mise en forme des contenus générés par des *content management systems* (CMS) modifient considérablement le travail traditionnel du journaliste. Ce dernier n'est plus totalement acteur de la mise en visibilité de sa production formatée dorénavant par des contraintes de temps (l'instantanéité) et de flux (« *ranking* des articles les plus lus », p. 17). Les grandes entreprises (Gafam) déploient depuis longtemps des procédés bien identifiés et catégorisés (Dominique Cardon « Du lien au *like* sur l'internet. Deux mesures de réputation », *Communications*, 93 (2), 2013, p. 173-186), reposant sur des métriques algorithmiques qui tracent, comme évoqué *supra*, les usages de navigation en ligne. A. Saemmer procède ainsi à une analyse fine du « signe numérique » en montrant comment les logiciels de Facebook parviennent à découper en « unités discrètes » les phrases postées, afin de les utiliser au service d'une « logique marchande » sur laquelle repose son modèle économique (p. 156). Nicole Pignier, à l'aide d'une sémiotique des « médiations informationnelles et communicationnelles en milieu informatique » (p. 163), parvient au même constat alarmant selon lequel se réaliserait « le rêve de l'homme moderne de tout réduire à de l'être calculable : les gens, les choses, les relations, les textes, les langues » (p. 167).

Pour autant, Anne Cordier (p. 233) et S. Jehel (p. 103) ont noté sur leurs propres terrains une certaine conscientisation des jeunes usagers quant aux aléas de fréquentation de certains RSN. Ségolène Couchot-Schiex et Gabrielle Richard ont aussi constaté, lors d'entretiens avec des élèves et des personnels de collègues, que les adolescentes étaient parfaitement sensibilisées aux risques de cybersexisme et de harcèlement liés à leur image et à leur sociabilité digitales (p. 41). Mieux (si l'on peut dire), maîtrisant davantage les outils, ces jeunes seraient autant à même que les adultes de participer aux campagnes de préventions desdits dangers de fréquentation des RSN. La question du genre, liée à cette dernière

thématique, est abordée dans un chapitre par Marlène Coulomb-Gully qui propose, tout en historicisant (p. 148) le lien entre études de genre et SHS, une très riche perspective de « méthodologie transversière » (p. 153) pour les SIC dans ce domaine. Il n'est pas question ici d'éducation aux médias *stricto sensu*. Mais la place dans l'ouvrage de cette réflexion et de ce cheminement épistémologique, nous conforte dans l'idée que les auteurs de la publication élargissent collectivement le périmètre de l'ÉMI, et participent à la contemporanéité des SIC.

S. Proulx explore également une thématique fondamentale qui ne concerne pas seulement les jeunes usagers des technologies numériques, mais l'ensemble des individus sous emprise de « la société de surveillance et de contrôle » (p. 54). Il en retrace les différentes étapes techniques depuis l'arrivée de l'informatique, au début des années 1940, suivie par les promesses (déçues ?) de l'Internet à la fin des années 1960, avant que les logiques d'une dérégulation libérale ne les trahissent dès l'apparition des micro-ordinateurs à partir de la décennie 1980. Il s'agit pour lui de proposer des voies de résistance et de déconnexion (p. 62) à l'injonction du tout numérique, tout en réhabilitant, en quelque sorte, et à l'instar de Manuel Castells, le savoir-faire des *hackers* et de leurs valeurs d'antan. Sébastien Broca, quant à lui, salue cette communauté de jeunes universitaires qui ont inventé le logiciel libre, dans le même élan de partage. On songe à cette culture collective caractérisée par la création, en 1984, de la Free Software Foundation (FSF) de Richard Stallman, ou au système d'exploitation gratuit, Linux, de Linus Torvalds, dont les épopées ont souvent été retracées (M. Castells, 2001, *La Galaxie Internet*, Paris, Fayard, p.62-65). Cette opposition de représentations autour du réseau des réseaux est ainsi réactivée. La discussion mérite d'être développée, car il n'est pas envisageable de parler des objets techniques, de leurs normes et de leurs usages, assure encore S. Broca, sans prendre en considération leurs « finalités sociales » (p. 65).

Dans la cinquième thématique, on s'intéresse à la transition, en ÉMI, entre une sémiotique structurale (p. 19) des médias et l'approche davantage tournée vers la matérialité des supports. La forme des dispositifs éditoriaux est alors analysée dans ce que N. Pignier appelle les « industries médiatisantes », incluant le design des objets *configureurs* des médiations (p. 165-166). Clément Mabi invite pour sa part à mobiliser le concept « d'affordances » (p. 77) afin de questionner les usages démocratiques que pourraient revêtir ces objets qui permettraient de « performer » le social (p. 79). De même, plusieurs textes de cette édition proposent de

s'intéresser aux « interprétants » (p. 21), récepteurs situés en amont des objets et des messages médiatiques. Les propres pratiques des professeurs documentalistes sont observées par Céline Ferjoux, qui en relève les tensions inhérentes (p. 247). Cette lecture réflexive déplace ainsi la focale vers les différentes interprétations, positions, représentations et, somme toute, imaginaires que les destinataires peuvent révéler à propos de la technologie numérique.

Enfin, dans la dernière thématique, d'autres contributions ouvrent des voies innovantes et créatives à l'éducation critique aux médias en contexte numérique. Car le constat n'est pas si sombre, surtout si l'on prend en considération les capacités des jeunes usagers à se saisir des perspectives des nouvelles formes créatives de la culture numérique au sens large. Il s'agit par exemple d'expérimentations en littérature numérique, décrites par A. Saemmer (p. 197), et de la créativité à l'école, qu'analyse Laurence Corroy (p. 192). Dans un entretien allant dans le même sens, Fardin Mortazavi relate l'expérience nommée « CyberOmbre » dans laquelle il utilise, au cours de résidences artistiques, le « médium théâtre » (p. 266). Ce professionnel du spectacle parvient ainsi à sensibiliser des publics assez hétérogènes (écoliers, foyers des mineurs, etc.) à la critique, non seulement des médias, mais, *in fine*, du monde numérique environnant.

Si l'ÉMI accompagne traditionnellement une lecture critique des contenus de la presse, ces 18 chapitres constituent une invite à s'ouvrir à d'autres pratiques d'analyses orientées vers une certaine interdisciplinarité (p. 14). Il y a plus de vingt ans, Philippe Breton se demandait, en titre d'un opuscule, si l'Internet pouvait constituer une menace pour le lien social (*Le culte de l'Internet*, Paris, Éd. La Découverte, 2000). Rapporté à la sphère numérique d'aujourd'hui, ce questionnement est loin d'être daté. La problématique de l'exclusion sociale des adolescents évoquée par Francis Jauréguiberry, à propos de certaines inégalités d'accès au numérique (p. 221), nous paraît ainsi centrale, et sans doute à développer encore. Car, il semble important de poursuivre l'observation des disparités socioculturelles que les technologies numériques renforcent (Pascal Lardellier, « Une déconstruction sociologique du mythe des *Digital natives* et de la génération Y », dans F. Liénard et S. Zlitni [dirs], *Regards croisés sur la communication et la trace numériques*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2020, p. 101-114). A. Cordier épouse ce point de vue, lorsqu'à partir de son terrain, elle propose de « comprendre les logiques sociales et individuelles liées au déploiement de l'activité informationnelle » (p. 240). Cette resocialisation de l'analyse des pratiques

numériques (Alan Ouakrat et Julien Mésangeau, « Resocialiser les traces d'activités numériques : une proposition qualitative pour les SIC », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 8, 2016, en ligne) pourrait également s'effectuer d'un point de vue géographique. Les situations des pays dits du Sud, de la Chine, du sud-ouest asiatique, ou de l'Inde, dans lesquels se concentre la majorité des jeunes internautes de la planète, constitueraient matière à un deuxième tome. Il s'agirait de confronter ces contextes aux recommandations d'instances internationales, notamment onusiennes, évoquées plusieurs fois dans la publication.

En deux mots, plus qu'un ouvrage destiné aux seuls professionnels de l'Éducation nationale, cette réflexion collective, particulièrement heuristique, s'inscrit dans un champ innovant des SIC (le dixième axe récemment répertorié par la Conférence permanente des directeurs de laboratoires en sciences de l'information et de la communication [CPDirsic] – *Dynamiques de recherches en sciences de l'information et de la communication*, 2020, en ligne). Le propos concerne tous ceux, chercheurs, producteurs médiatiques, professionnels de l'éducation et de l'information-communication, en quête d'outils conceptuels de compréhension de notre environnement numérique caractérisé par la « plateformisation » de l'Internet (p. 17). S'il montre que les publics scolarisés constituent souvent la cible des développeurs du digital, il laisse en même temps espérer que les jeunes usagers puissent apprendre à ne pas en être dupes.

Bernard Idelson

Université de La Réunion, LCF, F-97400 Saint-Denis,
La Réunion, France
bernard.idelson[at]univ-reunion.fr

François Jost, Médias : sortir de la haine ?

Paris, Éd. du CNRS, 2020, 224 pages

Avec cette dernière publication, qui s'inscrit dans le prolongement des questionnements entamés par François Jost sur le fonctionnement *sui generis* des faits de communication, l'auteur interroge la désaffection avérée et démontrée du public français à l'endroit des médias. Par médias, il entend les journaux de la presse écrite, les sites internet, la radio et la télévision. La réflexion à tout le moins critique et méthodique adopte un angle d'approche envisageant les deux postures cardinales du circuit d'une information, les producteurs du contenu informatif, c'est-à-dire les journalistes qui fabriquent et produisent des informations et le public qui reçoit ce flux de message et d'images : « Pour haïr,